

Du déni au dessillement

La presse française de gauche devant le génocide cambodgien

Si le génocide implique l'effacement, ce n'est pas seulement celui des perpétrateurs qui est en cause, mais aussi celui de tous les témoins, intérieurs ou extérieurs, qui seraient susceptibles, par leur témoignage, de rendre plus difficile la pratique des meurtres de masse. En ce sens, le rôle de la presse peut se révéler déterminant dans la révélation ou dans la dissimulation d'un génocide. Et c'est non sans raison qu'une partie de la presse de gauche française a été incriminée pour la manière dont elle a rendu compte du génocide cambodgien.

Si j'évoquerai ici certains des articles en cause, en particulier à propos de trois journaux de gauche – *Libération*, *Le Monde* et *L'Humanité* –, mon but sera moins d'en faire la recension que de tenter de réfléchir, à un niveau beaucoup plus large où se mêlent la science politique et la psychologie collective, sur les raisons qui ont pu pousser autant de journalistes à se tromper eux-mêmes, et à tromper par là leurs lecteurs et peut-être, au-delà, les gouvernements qui auraient été susceptibles d'intervenir⁵³.

*

L'ampleur de l'écart entre la réalité de ce qui se passait au Cambodge et sa transcription dans la presse de gauche n'est pas seulement considérable, il atteint par moments à une sorte de surréalisme involontaire, qui pourrait faire

⁵³ Je remercie vivement Arnaud Dubus de m'avoir prêté son mémoire de maîtrise en information et communication, « Journalisme et objectivité. Exemple de l'attitude de *Libération*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur* face au Cambodge des Khmers rouges (1975-1978) : entre l'aveuglement et la partialité », CELSA, Université de Paris IV-Sorbonne, 1986-1987, non publié.

Les développements sur l'attitude de *L'Humanité* doivent beaucoup à l'ouvrage de Jean-Noël Darde, *Le Ministère de la vérité. Histoire d'un génocide dans le journal L'Humanité*, Seuil, 1984.

sourire s'il ne s'agissait d'un génocide, c'est-à-dire de l'extermination planifiée de centaines de milliers de personnes.

Si l'on connaît ainsi le célèbre titre de *Libération* le jour de l'entrée des Khmers rouges à Phnom Penh (« Le drapeau de la résistance flotte sur Phnom Penh »), les commentaires qui l'accompagnent sur la première page du journal sont moins connus et plus sinistres encore quand on les lit avec le recul : « Comme l'avait prédit le prince Sihanouk, Phnom Penh est donc tombé "comme un fruit mûr", sans combats violents. Le "bain de sang" prédit par certains, souhaité par d'autres, n'a pas eu lieu. Bien au contraire la protection des civils est apparue comme la préoccupation principale des forces de libération. » Et le même article, citant une agence japonaise, explique que les Khmers rouges « ne font rien contre la population et conseillent au contraire aux gens de se mettre à l'abri... Ils se montrent humains avec les soldats gouvernementaux et, lorsqu'ils les capturent, ils ne les tuent pas et les laissent en liberté... Ils demandent aux gens dans quelles conditions ils préfèrent aller et leur conseillent d'emporter leurs biens avec eux... »

De telles contrevérités ne poseraient guère de problème si elles n'avaient été proférées que le jour de la prise de Phnom Penh ou les jours qui ont suivi. Comment en vouloir à des journalistes, dont certains ne sont pas sur place, de ne pas comprendre ce qui se passe ? Le problème posé par l'attitude d'une partie de la presse de gauche française ne tient pas à ces déclarations euphoriques des premiers jours, complètement coupées du réel, il tient à ce qu'elles se sont poursuivies pendant des mois, et pour certains titres pendant des années.

C'est pendant deux ans que *Libération* va transformer la réalité en superposant au Cambodge réel un Cambodge imaginaire. Dans un article du 18 septembre 1975, ainsi, intitulé « Une première fenêtre sur le Cambodge libéré », *Libération* rend compte d'une mission en France d'une délégation khmère rouge conduite par Ieng Sary et de la projection du film « Un peuple héroïque » : « Les images », commente *Libération*, « (même si elles ont été évidemment sélec-

tionnées) parlent d'elles-mêmes, y compris pour ceux que les déclarations officielles laissent sceptiques : les rizières verdoyantes et les ateliers en tous genres en pleine activité ne sont pas en carton-pâte ; et les rires et les chants des paysans bien nourris ne sont pas forcés... C'est donc une première réponse aux "témoignages" décrivant un univers concentrationnaire et misérable, dont une certaine presse aime à faire état⁵⁴. »

Il arrive que cette falsification se fasse de manière indirecte. Ainsi *Libération* laisse-t-il volontiers la parole au prince Sihanouk, comme dans un long entretien paru le 13 octobre 1975, et dont le titre est tiré d'une phrase du prince : « Phnom Penh est une Sparte asiatique ». Sihanouk y explique sans rire qu'il a fallu évacuer les habitants de Phnom Penh pour les nourrir, qu'ils sont envoyés dans leur province d'origine en veillant à ce que les familles ne soient pas séparées, qu'il ne croit pas qu'il y ait eu des massacres, que ce qui est en place est « un socialisme poussé à la perfection » ou « le communisme dans le sens le plus noble du terme » et que les Khmers rouges respectent le bouddhisme comme les autres religions. Ce chapelet de contre-vérités laisse le journaliste de *Libération* imperturbable, qui les retranscrit sans discussion.

Le Monde n'est pas en reste. Racontant sa traversée du Cambodge le 8 mai 1975, Patrice de Beer ne remarque rien d'inquiétant : « Les paysans s'activaient autour de leurs paillettes ou partaient pour les champs avec leur attelage. Contrairement aux habitants des zones "républicaines" et aux réfugiés chassés vers Phnom Penh par la guerre, les gens étaient en bonne santé. On ne voyait pas d'enfants malingres et sous-alimentés vêtus de lambeaux. Beaucoup de soldats ou de miliciens, armés souvent de fusils américains ou sans armes, vaquaient à leurs occupations dans tous les villages, sans manifester d'inquiétude ou d'hostilité. » Et plus loin : « Des bonzes se promenaient dans la campagne, se déplaçaient dans des camions militaires ; des bonzillons nous faisaient des signes des fenêtres de leur monastère-pensionnat. »

⁵⁴ Patrick Ruel fait tout de même état, à la fin de son article, de quelques problèmes.

Deux mois plus tard, *Le Monde* ne voit toujours rien. Dans un article du 18 juillet 1975 intitulé « Une ombrageuse volonté d'indépendance guide l'action du pouvoir révolutionnaire au Cambodge », un autre journaliste, Jacques Ducornoy, s'abritant derrière les communiqués des Khmers rouges, dépeint lui aussi un pays idyllique : « Ce peuple est à l'ouvrage, nuit et jour, si l'on en croit Radio Phnom Penh – qu'il n'y a aucune raison de ne pas croire en ce domaine. "Tout le monde vit de la même façon", transporte, pioche, reconstruit, repique, enseme, récolte, irrigue, depuis les enfants jusqu'aux vieillards. [...] Les informations officielles font chaque jour état de grands succès dans le domaine de l'économie et de la santé. » Approuvant à la fin de son article l'idée qu'« une société nouvelle est assurément en gestation dans le royaume révolutionnaire », le journaliste laisse tout de même surgir un léger doute dans la formule finale : « Mais quel est le coût humain de l'opération pour les Khmers d'aujourd'hui ? »

Le même Jacques Ducornoy, deux mois plus tard, dans un article du 17 septembre 1975 intitulé « La France peut-elle ignorer la révolution cambodgienne ? », sans faire comme *Libération* l'apologie du régime, après avoir décrit les nouveaux dirigeants sous un jour positif, parle, sans jamais évoquer de massacres, du « nouveau type de société qui se met en place au Cambodge », une société qui sera celle des « fermes collectives et d'une industrialisation menée par l'Etat. Ce qui pouvait apparaître comme des occupations parasites sera éliminé : les villes ne retrouveront pas leur population du temps de guerre ni même de l'avant-guerre. L'évacuation du printemps dernier est présentée par les dirigeants comme une nécessité double : il était impossible aux révolutionnaires de nourrir trois millions d'âmes (à Phnom Penh et dans les autres agglomérations) et il fallait tuer dans l'œuf toute tentative de complot. Petit à petit, les villes retrouvent une activité : elles abriteront actuellement quelque cent mille personnes ».

Quant à *L'Humanité*, elle fait encore plus fort que *Libération* et *Le Monde*. Après avoir également célébré l'entrée des Khmers rouges dans Phnom Penh,

elle titre ainsi le 19 avril : « Des dizaines de milliers de paysans réfugiés dans Phnom Penh regagnent leurs villages », avant, le 24 avril, de décrire les progrès économiques réalisés... en une semaine par le nouveau Cambodge : « Et déjà, le gouvernement royal d'Union nationale et le Front uni national ont pris des mesures pour que les plus déshérités, ceux qui ont souffert dans les villes sous contrôle de l'ennemi tandis qu'une poignée de gens faisaient fortune aient leur part dans les réjouissances. [...] Les centaines de millions de dollars ont cessé de couler sur le Cambodge et pourtant, si quelques corrompus ne s'enrichissent plus, les pauvres déjà sortent de la misère... »

Le 7 mai, le journal publie le témoignage de trois coopérants français sur cette même évacuation, témoignage qui donne l'occasion à *L'Humanité* de dénoncer ceux qui évoquent des massacres, par l'intermédiaire d'un éditorial de René Andrieu, « L'intox » :

En fin de compte, les gens n'étaient pas mécontents de quitter Phnom Penh, où les conditions de vie, d'hygiène étaient catastrophiques. Quand nous avons vu les femmes de ménage qui travaillaient chez nous partir dans les zones libérées, puis revenir chercher du riz et de l'eau, revenir encore pour emporter des gamelles, des seaux, nous nous sommes dit que cela se faisait vraiment à la bonne franquette. Ce n'était pas la déportation⁵⁵.

Le 8 mai, *L'Humanité* s'appuie sur l'article de Patrice de Beer dans *Le Monde*, « Carnet de route de Phnom Penh à la frontière thaïlandaise », pour étayer la justesse de sa vision des choses et critiquer ceux qui osent mettre en doute le nouveau régime cambodgien. Quant au témoignage des réfugiés, ils sont déclarés suspects, sauf s'ils corroborent la thèse du journal. Mieux encore, les Cambodgiens de l'étranger ne demandent qu'à rentrer. Ainsi, le 19 avril 1976, dans un article intitulé « Pour le premier anniversaire de la victoire Khieu Samphan annonce une excellente récolte », *L'Humanité* évoque le cas de cent Cambodgiens vivant aux Etats-Unis, qui ont décidé de retourner dans leur pays pour servir leur peuple.

⁵⁵ Ce passage est commenté par Jean-Noël Darde, *op. cit.*, p. 80.

Quelle expression employer pour qualifier le fonctionnement psychologique qui a suscité de tels articles ? Le terme qui semble s'imposer est celui de *déni*. Le déni, en psychanalyse, consiste à refuser de voir la réalité pour lui substituer une fiction susceptible de mieux satisfaire les fantasmes et les attentes inconscientes du sujet. Face à ce refus prolongé de voir ce qui se passe au Cambodge, c'est bien à un déni collectif que nous avons affaire, un rejet massif de la réalité aux limites du délire.

*

Le déni implique la possibilité de sa levée, ou ce que j'appellerai son *dessillement*. Quand cette représentation fantaisiste de la réalité a-t-elle pris fin ? S'il est difficile de donner une date avec précision et si celle-ci serait de toute manière variable selon les journaux, voire les auteurs, il paraît raisonnable, pour fixer les idées, de dire que c'est approximativement au terme de la première année que des fissures sensibles se produisent, même s'il faudra à certains journaux près de trois ans pour admettre la vérité.

L'identification de la date ne pose pas de problème dans le cas du *Monde*. C'est clairement l'article de François Ponchaud, paru les 17 et 18 février 1976, qui représente un tournant majeur. Le texte de Ponchaud, intitulé « Le Cambodge neuf mois après », comporte deux parties. Dans la première, « Un travail gigantesque », Ponchaud décrit un Cambodge entièrement mobilisé autour de la production de riz. Dans la seconde, « Un nouveau type d'homme », il tente de chiffrer le coût humain de cette mobilisation et pense qu'on peut l'évaluer au minimum à 800 000 victimes, citant par ailleurs un responsable khmer rouge qui affirmait qu'un million d'hommes était suffisant pour rebâtir le pays⁵⁶.

L'article de Ponchaud n'a cependant pas d'effet immédiat. Il est notable que *Le Monde* des 18 et 19 avril 1976, un an et un jour après l'entrée des Khmers

⁵⁶ Sur l'article de Ponchaud, voir Dubus, *op. cit.*, pp. 44-46.

rouges à Phnom Penh, juxtapose sur la même page le témoignage d'un réfugié et un long article d'auto-apologie d'un haut responsable des Khmers rouges, Tiev Chin Leng, ajoutant sur la même page des extraits d'articles empruntés à différents quotidiens depuis *Le Figaro* jusqu'à *Rouge*, comme si *Le Monde* se refusait à prendre position.

Cette solution de compromis ne dure pas. Quelques jours plus tard, le 29 avril 1976, *Le Monde* opère un tournant quasiment définitif. André Fontaine, dans un article intitulé « L'indignation sélective », remarque qu'il est impossible de ne pas accorder quelque crédit aux témoignages convergents de milliers de réfugiés et présente le Cambodge comme « un vaste camp de concentration d'où toute trace de liberté individuelle, toute référence aux cultures importées et même à la tradition bouddhiste ont été bannies ». Dès lors, et en dépit de quelques retours en arrière, *Le Monde* aura un regard très critique sur le Cambodge. Il lui aura tout de même fallu une année.

Il n'en va pas de même de *Libération*, même si l'article de Ponchaud a quelques effets⁵⁷. Quelques jours après sa parution, le 16 mars, *Libération* consacre près d'une page, intitulé « SDECE, CIA, curés, journalistes et réfugiés » à démentir l'article. La réfutation comprend d'une part un petit texte de présentation de Patrick Ruel, affirmant que la réputation de "sérieux" et d'"objectivité" du *Monde* (a) été utilisée aux fins d'une opération d'intoxication de grande envergure », d'autre part une correspondance, depuis Bangkok, d'un certain G.M.C. Ayant enquêté en Thaïlande, G.M.C. a reconstitué les réseaux d'information sur lesquels se serait appuyé Ponchaud pour son article. Il donne le nom d'un autre prêtre, ami de Ponchaud, qui interroge pour lui les réfugiés, dont il montre qu'ils sont encadrés par des associations caritatives liées aux Etats-Unis, qu'ils sont rarement des témoins directs des faits et qu'ils ont tendance à s'intoxiquer mutuellement.

⁵⁷ Sur les différences d'évolution entre *Libération* et *Le Monde*, voir Dubus, *op. cit.*, p. 115.

Pendant une partie de l'année 1976, et malgré quelques moments de doute⁵⁸, *Libération* va continuer à soutenir les Khmers rouges et à contester les massacres ou, tout du moins leur ampleur. Ainsi *Libération* note-t-il le 6 mai qu'un pilote khmer rouge qui s'est réfugié en Thaïlande avec son hélicoptère « a reconnu n'avoir jamais assisté à une exécution bien qu'il ait "entendu parler" d'exécutions sommaires de militaires et de fonctionnaires de l'ancien régime ». Le 26 mai, *Libération* consacre un article au retour volontaire au Cambodge de 126 anciens officiers de l'armée de Lon Nol, intellectuels et paysans, qui étaient réfugiés dans des camps et protestent contre les campagnes de calomnies orchestrées contre leur propre pays. Le 28 mai, sous la rubrique « Ils nous prennent pour des cons », *Libération* montre comment un article du *Figaro* paru deux jours plus tôt et dénonçant les massacres s'appuie sur la photographie d'une femme morte prise en 1974. Puis *Libération* se tait pendant des mois.

On notera ici le mécanisme du dessillement, consistant, comme dans la dénégation freudienne, à nier les massacres tout en leur donnant tout de même un certain droit de cité dans le langage. Tout se passe comme si l'année 1976 servait à *Libération*, par le biais de cette longue réfutation des massacres, à s'habituer peu à peu à la perspective de devoir finalement reconnaître leur existence.

Il faudra en fait attendre mars 1977, donc près de deux ans après l'entrée des Khmers rouges à Phnom Penh, pour que *Libération* accepte enfin de reconnaître la vérité. Dans un article intitulé « Le Cambodge, l'organisation et la barbarie », Serge Thion, à la question de savoir ce que l'on sait du Cambodge, répond : « (on sait) que le pays est aux mains d'une organisation

⁵⁸ Le 20 avril 1976, revenant sur les innombrables articles qui dénoncent le régime de terreur en place et sur la critique de l'article de Ponchaud dans le *Libération* du 16 mars, Ruel commence à se faire plus nuancé et emploie à plusieurs reprises l'adjectif « terrible » pour qualifier les nouvelles conditions de vie des Cambodgiens. Par ailleurs, Ponchaud se voit accorder un long droit de réponse dans un cadre de trois colonnes, dans lequel il peut réfuter l'article du 16 mars. Mais Ruel ne peut s'empêcher, à propos des articles parus dans la presse anglo-saxonne, de parler d'« évaluations parfaitement arbitraires » et de comparer au « Grand Guignol » certains récits de réfugiés.

révolutionnaire anonyme [...], que l'économie semble y être fondée sur un collectivisme total, qu'une bonne moitié de la population a été chassée des villes et est traitée comme une masse servile, corvéable à merci, affamée et terrorisée, que l'Organisation liquide systématiquement tous ceux qui, de près ou de loin, ont trempé dans le régime précédent. » Le paradoxe sinistre est que l'homme qui dénoncera le régime cambodgien dans *Libération* est celui-là même qui s'illustrera quelques années plus tard par ses prises de position négationnistes quant à la Shoah. Dans le même numéro, Patrick Ruel fait enfin machine arrière pour dénoncer « l'hallucinant coût humain de la révolution khmère ».

L'Humanité, qui a été le journal le plus engagé dans la défense des Khmers rouges, va également être celui qui tardera le plus à émettre des doutes. Alors que *Le Monde* et *Libération* modifient sensiblement leur regard sur la révolution cambodgienne entre avril 1976 et mars 1977, il faudra attendre septembre 1977, donc deux ans et demi après cette arrivée, pour que des doutes se fassent jour dans l'organe du parti communiste.

Cette évolution de *L'Humanité* a été analysée en détail par Jean-Noël Darde dans un ouvrage entièrement consacré à l'attitude de ce journal pendant la période khmère rouge, *Le Ministère de la vérité*. Le tournant a lieu selon lui le 5 septembre 1977, dans un article de Jean-Emile Vidal intitulé « Que se passe-t-il au Cambodge ? ». L'article cite une lettre d'un lecteur de Vitry, un certain Claude R., qui fait part de son inquiétude devant les déclarations des réfugiés cambodgiens reprises par les médias :

Je suis d'autant plus bouleversé que pendant des années j'ai suivi avec passion la lutte de libération du peuple cambodgien. [...] Que faut-il penser des récits de massacres qui auraient suivi la victoire ? Certains ont parlé de centaines de milliers de morts, de villes sans habitants. D'autres affirment que la population serait tenue et surveillée comme si elle était coupable ? Que sait-on ? Que se passe-t-il réellement au Cambodge ?

Après avoir cité des extraits de cette lettre, Jean-Emile Vidal définit la nouvelle position du parti communiste, en commençant par rappeler qu'il a

toujours soutenu la lutte de libération du peuple cambodgien et que personne n'est de ce fait habilité à lui donner des leçons. Mais il note que très vite « une sorte de black-out s'est fait sur les nouvelles » et que *L'Humanité* n'a jamais été autorisée à se rendre au Cambodge.

De ce fait, les seules informations dont dispose le journal sont les témoignages des réfugiés, qui font tous état d'exécutions massives « et d'un encadrement, d'une surveillance de la population difficilement compatibles avec la démocratie et l'exercice des libertés individuelles. Il apparaît aussi que les villes – la capitale en particulier – ont été vidées de leurs habitants au printemps 1975, et ne sont que très partiellement repeuplées aujourd'hui ». Jean-Emile Vidal remarque que cette accumulation de témoignages et le silence des autorités cambodgiennes inquiètent, avant de conclure : « Les communistes français sont attachés, on le sait, aux libertés fondamentales et à la défense des droits de l'homme partout dans le monde. Des atteintes à ces droits au Cambodge, dont l'ampleur ne peut être exactement appréciée mais risque de se révéler d'une extrême gravité, ne peuvent que susciter condamnation de notre part. »

Pour Darde, il est clair que le mystérieux lecteur auquel Jean-Emile Vidal fait référence est une pure fiction, chargée de permettre la mise en scène du retournement de *L'Humanité*⁵⁹. Le cœur du problème n'est pas en effet, selon lui, les témoignages, mais le conflit naissant entre le Cambodge et le Vietnam, et le fait que le parti communiste soutienne celui-ci. L'invention de ce lecteur inquiet permet de déplacer l'attention vers les réfugiés – dont les témoignages abondent en réalité depuis longtemps – et de développer ce qui sera l'antienne de *L'Humanité* pendant des années, à savoir la thèse selon laquelle le journal a toujours soutenu le Cambodge.

Car, à partir de septembre 1977, le journal qui a le plus soutenu les Khmers rouges et a le plus attaqué ceux qui les dénonçaient ne va cesser de

⁵⁹ *Op. cit.*, p. 111. Voir aussi pp. 159-160.

critiquer le Kampuchéa démocratique. Le 24 janvier 1978, par exemple, quatre mois après le retournement en épingle à cheveu, on peut lire à propos d'un massacre commis par les Khmers rouges lors d'affrontements avec les Vietnamiens : « Cet assassinat perpétré le soir de la fête des enfants amène à se poser des questions sur la nature exacte de la société khmère actuelle. [...] Que penser d'un tel régime qui se déclare "démocratique", d'un tel parti qui se définit comme "communiste", et qui encouragent et forment de tels bourreaux ? » Des bourreaux que *L'Humanité* a encensés pendant deux ans et demi...

L'incroyable renversement de *L'Humanité* n'est cependant pas reconnu par le journal, et on peut même se demander s'il est seulement perçu comme tel. Pour passer de la position de soutien aux Khmers rouges à la position critique, le journal va tenter de (se) convaincre qu'il a gardé la même attitude pendant toute la période, soutenir les Cambodgiens, pluriel dont le caractère vague a le mérite de permettre d'oublier qu'il ne s'agit pas des mêmes aux différents moments du soutien, puisqu'il a d'abord soutenu les tueurs avant de soutenir les victimes : « Pour tous les amis du Kampuchéa [...] », écrit ainsi Alain Ruscio le 9 janvier 1979, deux jours après la seconde chute de Phnom Penh, « les événements du 7 janvier signifient d'abord la fin d'un calvaire. Malgré la fermeture de ce pays au monde extérieur, la multiplication des récits de réfugiés, la collecte des rares témoignages, depuis trois ans et demi, avaient permis de connaître, même partiellement, la vie des Cambodgiens. Ce tableau est effrayant⁶⁰... »

La difficulté du journal à reconnaître qu'il s'est trompé montre comment le dessillement, à l'instar de nombreux processus psychiques, est un *travail*, c'est-à-dire une longue progression mentale alternant des avancées et des régressions parce qu'il doit vaincre des résistances. Ce travail explique ce qui se passe dans *Libération*, qui, tout en continuant à nier la réalité des massacres, les rend de plus en présents à l'esprit du lecteur, soit parce qu'il les évoque pour les réfuter ou

⁶⁰ *Ibid.* , p. 123. Commentant cette citation, Darde note : « Il s'agit de dire quelque chose ou de faire état d'une opinion de manière à simultanément donner à penser que l'on a toujours dit cette chose ou fait état de cette opinion » (*ibid.* , p. 127).

polémiquer avec d'autres journalistes, soit parce qu'il cède la parole à la contestation – lorsqu'il accorde un droit de réponse à Ponchaud –, ouvrant la voie à une forme de polyphonie interne.

*

Comment ce qui s'apparente à une sorte de délire général a-t-il été possible ? Plutôt que de jeter la pierre aux journalistes incriminés – dont certains, fait assez peu fréquent, ont présenté après coup leurs excuses – il est plus intéressant à mon sens de partir de cette expérience de folie collective pour s'interroger sur l'extraordinaire capacité de l'être humain à se leurrer lui-même et à voir le monde autrement qu'il n'est.

Les outils permettant de mener cette interrogation ne sont malheureusement pas si nombreux. Beaucoup plus que dans la psychologie individuelle, c'est en effet dans la psychologie collective qu'il faudrait pouvoir puiser pour essayer de comprendre comment une telle illusion partagée a pu se constituer chez des intellectuels a priori formés à la critique et à l'analyse des sources.

Une première explication simple consiste à dire qu'ils ne savaient pas puisque le Cambodge était fermé au monde et que peu de journalistes y avaient accès. Or cette explication ne tient pas. Quand on ne se limite pas à la lecture de la presse de gauche, deux faits sont aujourd'hui frappants qui invalident la thèse du « Nous ne savions pas ». Très tôt, tout d'abord, des réfugiés ont témoigné de l'ampleur des exactions commises par les Khmers rouges. Et les témoignages convergents de ces réfugiés ont été largement diffusés dans certains journaux.

En effet – et tel est le deuxième fait –, en s'appuyant sur ces témoignages, une partie de la presse française et internationale a très tôt dénoncé l'ampleur des crimes commis au Cambodge⁶¹. C'est dès le mois de mai 1975 que *Le Figaro* publie des articles, étayés par des témoignages précis, dénonçant les crimes du

⁶¹ Voir Dubus, *op. cit.*, pp. 43-44.

Kampuchéa démocratique. Et c'est également du printemps 1975 que datent les premiers grands articles de la presse anglo-saxonne qui dénoncent les horreurs des Khmers rouges.

Il convient donc de modifier l'image selon laquelle les journalistes ne savaient pas. En fait, ceux qui ne savaient pas ne voulaient pas savoir. Il est notable que les journalistes de ces trois journaux ont passé beaucoup de temps à réfuter les témoignages des réfugiés et les articles de la presse française et internationale. Or il convient de ne pas oublier que le déni s'accompagne souvent d'un clivage : une partie du psychisme ne sait pas, mais une autre, moins consciente, sait, d'où la dimension conflictuelle de nombreux articles, qui, en même temps, nient et affirment ou laissent entendre.

Une deuxième explication consiste à dire que ces journalistes se sont trompés parce qu'ils étaient confrontés à l'impensable. Et il est de fait qu'il était inimaginable que, trente ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une extermination d'une telle ampleur, menée de manière aussi systématique, puisse avoir lieu.

Si elle ne doit pas être rejetée complètement, cette deuxième explication par l'horreur ne rend pas compte de tout. Car les journalistes en question ne se contentent pas de nier l'existence d'un génocide, ils nient même l'existence de simples massacres, et, plus encore, pour certains d'entre eux, imaginent un Cambodge fantasmatique et pacifié, en plein décollage économique.

A ces deux premières explications, celle qui consiste à dire qu'il y avait peu d'informations et celle qui met l'erreur sur le compte de l'irreprésentable, il convient donc d'en ajouter deux autres qui relèvent de la sphère psychique inconsciente. La première est liée au déni, qui en est le résultat. Elle consiste à rappeler l'extraordinaire capacité de fantasmatisation de l'être humain, c'est-à-dire de substitution d'un monde imaginaire à la réalité. Pour dire les choses plus simplement, ces journalistes voient le monde tel qu'ils voudraient qu'il soit et éliminent ce qui n'entre pas dans ce cadre.

Cette fantasmatisation est loin de se limiter à la sphère politique. Elle est par exemple à l'œuvre dans la sphère amoureuse, et Proust a magnifiquement montré comment le sentiment amoureux était une sorte de micro-délire par lequel l'amoureux substituait à la personne réelle une personne imaginaire.

La différence est qu'il s'agit ici d'une fantasmatisation politique et qu'elle est collective. Si ces journalistes voient ce qu'ils aimeraient voir, c'est évidemment qu'ils sont pris dans une idéologie qui veut que le renversement d'un régime atroce soutenu par les Américains ne peut que conduire à un régime meilleur et non à une horreur pire encore.

L'activité de fantasmatisation ne peut cependant suffire à expliquer ce qui s'est passé. Comme je l'ai dit, c'est moins le déni qui surprend que sa longévité, son maintien contre toutes les évidences, ou, si l'on préfère, la difficulté du dessillement. Car telle est à mon sens, plus que les explications politiques par l'ignorance ou l'impensable, et plus que l'explication psychologique par le déni et la fantasmatisation, l'explication première du délire général d'une partie de la presse française face au génocide cambodgien. Cette explication très simple est qu'il est difficile de reconnaître que l'on s'est trompé.

Il est erroné de penser que le processus du dessillement soit aisé et qu'il suffise, après examen des nouvelles pièces versées au dossier, de changer d'avis. Car, précisément en raison des investissements psychiques liés à l'activité de fantasmatisation, l'aveu public du dessillement est une opération mentalement très coûteuse, car elle implique toute une modification de l'image de soi, telle qu'elle est constituée par soi-même et par les autres.

Cette modification de l'image de soi est d'autant plus difficile à effectuer que l'erreur commise est ici lourde de conséquences. Même s'il est peu probable qu'une connaissance plus rapide de leurs crimes aurait dissuadé les Khmers rouges de les poursuivre, ces journalistes se sont rendus complices de l'horreur, et l'on peut imaginer que la découverte de cette complicité, aussi involontaire soit-elle, ne se soit pas opérée avec facilité. Dans une situation comme celle-là,

c'est un immense effort psychique qu'il faut faire pour permettre à la partie de soi qui sait de prendre le dessus sur celle qui refuse de savoir, et les articles cités montrent bien, dans leur écriture même, l'existence de ce conflit psychique.

Un conflit d'autant plus pénible à gérer qu'il est collectif. Quand de nombreux intellectuels soutiennent votre point de vue, il est très difficile, sous le regard des autres, de faire machine arrière pour se déjuger. C'est à l'image de soi, telle qu'elle est construite dans son propre regard et dans le reflet du regard des autres, qu'il s'agit alors de s'attaquer, c'est-à-dire à son identité. Et celle-ci est d'autant plus menacée que l'on a investi profondément dans l'objet de sa croyance et dans la fantasmatisation dont on l'a recouvert.

*

Il faudra ainsi des années à Patrick Ruel de *Libération*, devenu entretemps Patrick Sabatier, pour accepter, dans un mouvement qu'il a appelé celui d'une déchirure, de reconnaître ses erreurs. Commentant un article de lui-même, paru en 1975, où il écrivait que « les révolutionnaires (avaient) sans doute des choses autrement importantes à faire en ce moment que de permettre aux journalistes de faire leur travail », le journaliste écrit dans *Libération* le 13 février 1985 : « Les spectateurs du film (*La Déchirure*) apprécieront la stupidité de l'auteur de ces lignes. Il a fallu la mort d'un ami aux mains des Khmers rouges, la rencontre avec un Pin Yathai (auteur de *L'Utopie meurtrière*), puis la visite des champs de la mort khmers rouges et des camps de réfugiés en Thaïlande, au lendemain de l'invasion vietnamienne, pour que je regarde en face la vérité de l'aveuglement qui avait été le mien comme celui d'autres. Un aveuglement qui a ses raisons, mais n'a pas d'excuse. Cette déchirure-là ne s'est pas cicatrisée, et elle ne le sera jamais. »

Pierre Bayard